

Groupe de travail sur le développement juridique du système de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels

Huitième session
Genève, 30 octobre – 1^{er} novembre 2019

OPTIONS POSSIBLES CONCERNANT L'INTRODUCTION DE NOUVELLES LANGUES DANS LE SYSTÈME DE LA HAYE

Document établi par le Bureau international

I. INTRODUCTION

1. À la septième session du Groupe de travail sur le développement juridique du système de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (ci-après dénommés "groupe de travail" et "système de La Haye"), tenue du 16 au 18 juillet 2018, la délégation de la Fédération de Russie a présenté une proposition relative à l'ajout du russe comme langue officielle du système de La Haye¹.
2. En mars 2018, le Bureau international a également reçu, de la part du commissaire de l'Office d'État de la propriété intellectuelle de la République populaire de Chine (SIPO)², une demande visant à envisager l'introduction du chinois comme langue de travail du système de La Haye. La Chine a fait part de son adhésion probable à l'Acte de Genève (1999) de l'Arrangement de La Haye dans un avenir proche.
3. À la septième session du groupe de travail, le Bureau international a présenté un document d'information sur le régime linguistique du système de La Haye (document H/LD/WG/7/INF/2). Ce document décrivait le régime trilingue établi par la règle 6 du

¹ Voir le document H/LD/WG/7/5.

² Le SIPO est devenu l'Administration nationale chinoise de la propriété intellectuelle (CNIPA) après la soumission de ladite demande.

règlement d'exécution commun à l'Acte de 1999 et l'Acte de 1960 de l'Arrangement de La Haye (ci-après dénommé "règlement d'exécution commun"), ainsi que le régime linguistique du système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et du système du Traité de coopération en matière de brevets (ci-après dénommés "système de Madrid" et "système du PCT").

4. En outre, ce document indiquait qu'une étude approfondie serait nécessaire pour analyser les incidences que pourrait avoir l'ajout de langues dans le système de La Haye, et précisait que cette étude pourrait recenser différents modèles envisageables pour l'introduction de nouvelles langues. Le groupe de travail a prié le Bureau international d'établir une analyse détaillée décrivant les modèles, ainsi que leurs effets, en ce qui concerne l'éventuelle extension du régime linguistique du système de La Haye. Cette analyse sera examinée par le groupe de travail à sa huitième session³.

5. Le présent document donne des indications sur les incidences que pourrait avoir l'ajout de langues dans le système de La Haye, propose des critères concernant l'introduction de nouvelles langues, présente différentes options envisageables et analyse leurs avantages et inconvénients. Les coûts estimatifs de traduction correspondant à chaque option, pour le Bureau international, sont présentés dans l'annexe du présent document.

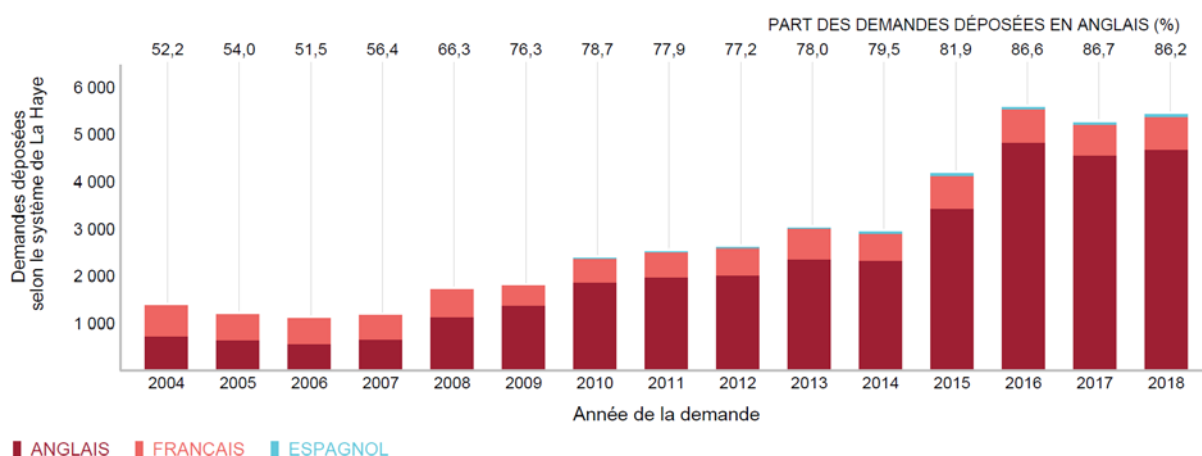
II. CRITÈRES POSSIBLES POUR L'INTRODUCTION DE NOUVELLES LANGUES

SYSTÈME TRILINGUE ACTUEL : STATISTIQUES CONCERNANT LES DÉPÔTS ET LES DÉCISIONS

6. Les demandes internationales peuvent être déposées en français, en anglais ou en espagnol dans le cadre du système de La Haye. Depuis 2016, la part des demandes déposées en anglais est d'environ 86%, celle des demandes déposées en français d'environ 12% et celle des demandes déposées en espagnol d'environ 1% (voir le graphique ci-dessous⁴). Par ailleurs, plus de 99% des décisions reçues des offices sont rédigées en anglais.

Quatre demandes internationales sur cinq sont déposées en anglais.

A4. Répartition des demandes internationales par langue de dépôt, 2004–2008



³ Voir le paragraphe 21 du document H/LD/WG/7/10 et le paragraphe 140 du document H/LD/WG/7/11 Prov.

⁴ Extrait de la Revue annuelle du système de La Haye 2019.

7. On observe une grande différence dans leur utilisation entre les trois langues actuelles. Avant d'examiner les options relatives à l'ajout de nouvelles langues, le groupe de travail pourrait se pencher sur les critères particuliers à remplir à cette fin. Par exemple, l'Assemblée de l'Union du PCT⁵ et l'Assemblée de l'Union de Madrid⁶ ont examiné les critères possibles pour l'ajout de nouvelles langues dans leur système respectif.

DÉPÔTS : ACTIVITÉ ACTUELLE

8. Le premier critère que l'on pourrait prendre en considération est l'activité de dépôt, à la fois le nombre de demandes internationales déposées selon le système de La Haye et le nombre de demandes directes déposées à l'étranger.

Nombre de demandes internationales et de dessins et modèles contenus dans ces demandes selon le système de La Haye

9. Le groupe de travail pourrait tenir compte du nombre de demandes internationales déposées dans une partie contractante où il faut utiliser une langue donnée, autre que le français, l'anglais ou l'espagnol, pour déposer des demandes nationales, ainsi que du nombre de dessins ou modèles contenus dans ces demandes internationales. Ce nombre pourrait indiquer les dépôts potentiels de demandes internationales dans cette langue selon le système de La Haye.

10. En 2018, on a compté 5429 demandes internationales déposées selon le système de La Haye, qui contenaient 19 344 dessins et modèles. Si l'on examine en détail les 10 principales origines des demandes internationales⁷ dans l'ordre du nombre de demandes internationales, les déposants de la République de Corée, où le coréen est la langue officielle, ont déposé 917 demandes (contenant 1531 dessins ou modèles), les déposants de l'Allemagne, où l'allemand est la langue officielle, ont déposé 710 demandes (contenant 3948 dessins ou modèles), les déposants de la Suisse, où l'allemand, le français, l'italien et le rhéto-roman sont les langues officielles, ont déposé 630 demandes (contenant 2374 dessins ou modèles)⁸, les déposants du Japon, où le japonais est la langue officielle, ont déposé 396 demandes (contenant 1251 dessins ou modèles), les déposants de l'Italie, où l'italien est la langue officielle, ont déposé 323 demandes (contenant 1258 dessins ou modèles), les déposants des Pays-Bas, où le néerlandais est la langue officielle, ont déposé 179 demandes (contenant 1353 dessins ou modèles)⁹, et les déposants de la Chine, où le chinois est la langue officielle, ont déposé 139 demandes (contenant 315 dessins ou modèles).

⁵ Voir le document PCT/A/38/4 et l'annexe III du document PCT/A/38/6.

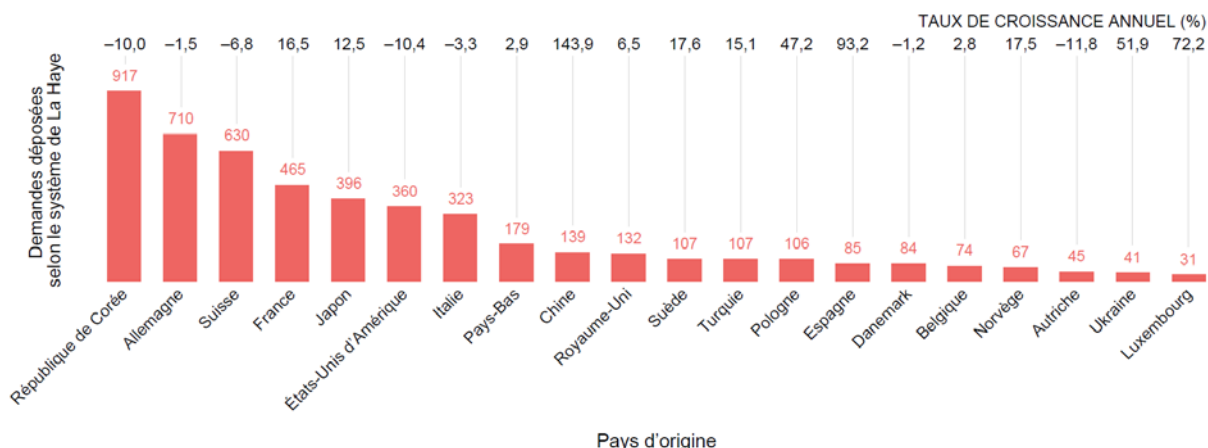
⁶ Voir les documents MM/A/42/1 et MM/A/42/4.

⁷ "Origine d'une demande" s'entend du pays ou du territoire de l'adresse de résidence déclarée du déposant. Les déposants résidant dans un pays non membre doivent avoir un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux sur le territoire d'une partie contractante du système de La Haye pour pouvoir y déposer des demandes internationales.

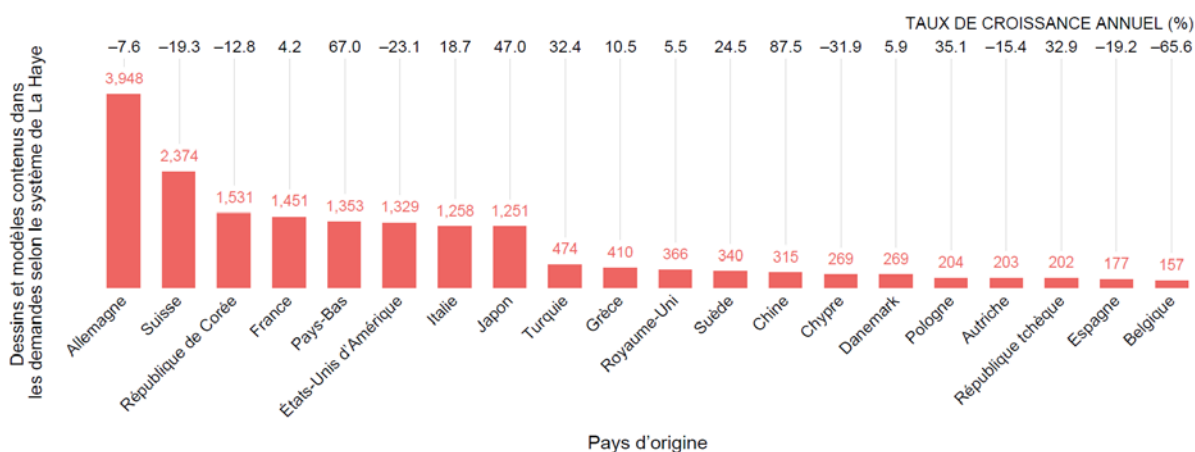
⁸ Les demandes nationales d'enregistrement de dessins ou modèles peuvent être déposées auprès de l'Institut fédéral suisse de la propriété intellectuelle en allemand, en français, en italien et en rhéto-roman. Selon cet office, en 2018, 497 demandes nationales avaient été déposées en allemand, 172 en français, 35 en italien et aucune en rhéto-roman. Cela signifie qu'environ 71% des demandes ont été déposées en allemand, 24% en français et 5% en italien.

⁹ Les demandes nationales d'enregistrement de dessins ou modèles doivent être déposées auprès de l'Office Benelux de la propriété intellectuelle (OBPI), qui accepte les dépôts en néerlandais, en français ou en anglais.

Demandes internationales pour les 20 principales origines en 2018¹⁰



Dessins et modèles contenus dans les demandes internationales pour les 20 principales origines en 2018¹¹



11. En outre, en ce qui concerne le nombre de dessins et modèles contenus dans les demandes internationales pour les 10 principales origines (qui n'apparaissent pas dans les demandes internationales déposées pour les 10 principales origines), les demandes émanant de la Turquie, où le turc est la langue officielle, contenaient 474 dessins ou modèles (dans 107 demandes), et les demandes émanant de la Grèce, où le grec est la langue officielle, contenaient 410 dessins ou modèles (dans 10 demandes).

Nombre de dessins et modèles contenus dans les demandes déposées à l'étranger¹²

12. Les déposants qui demandent la protection de leurs dessins et modèles dans des pays étrangers peuvent soit déposer des demandes directement auprès d'un office national ou régional, soit, lorsque cela s'avère possible, utiliser le système de La Haye. Ainsi, le groupe de

¹⁰ Extrait de la Revue annuelle du système de La Haye 2019.

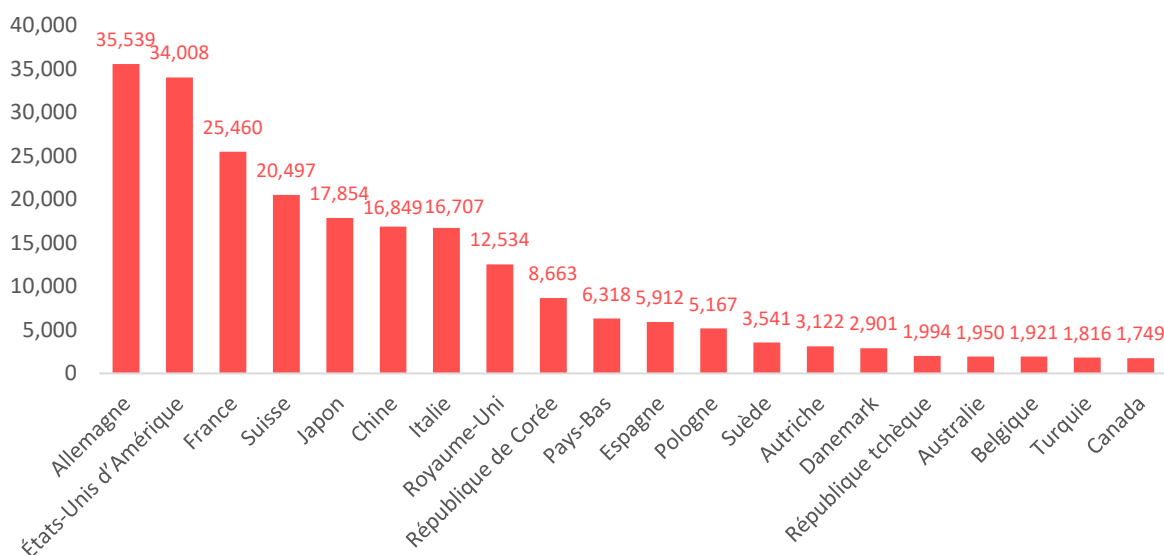
¹¹ Extrait de la Revue annuelle du système de La Haye 2019.

¹² Certains ressorts juridiques disposent d'un système prévoyant un seul dessin ou modèle par demande, tandis que d'autres autorisent des demandes contenant plusieurs dessins ou modèles. Par conséquent, aux fins de cette comparaison, c'est le nombre de dessins et modèles qui est utilisé, et non le nombre de demandes.

travail pourrait également tenir compte du nombre de dessins et modèles contenus dans les demandes déposées à l'étranger – directement ou par l'intermédiaire du système de La Haye – par des résidents de pays dont une langue officielle est une langue autre que le français, l'anglais ou l'espagnol.

13. À cet égard, les 20 principales origines des déposants qui demandent une protection à l'étranger pour leurs dessins et modèles sont indiquées dans le tableau ci-dessous. En 2017¹³, les demandes déposées à l'étranger (dépôt direct et système de La Haye) par ces déposants contenaient 278 766 dessins ou modèles. Toujours en 2017, dans l'ordre du nombre de dessins et modèles, les demandes déposées à l'étranger provenant de l'Allemagne contenaient 35 539 dessins et modèles; celles provenant des États-Unis d'Amérique, 34 008 dessins et modèles; celles provenant de la France, 25 460 dessins et modèles; celles provenant de la Suisse, 20 497 dessins ou modèles; celles provenant du Japon, 17 854 dessins ou modèles; celles provenant de la Chine, 16 849 dessins et modèles; celles provenant de l'Italie 16 707 dessins et modèles; celles provenant du Royaume-Uni, 12 534 dessins et modèles; celles provenant de la République de Corée, 8 663 dessins ou modèles; celles provenant des Pays-Bas, 6 318 dessins et modèles; celles provenant de l'Espagne, 5 912 dessins et modèles; celles provenant de la Pologne 5 167 dessins et modèles; celles provenant de la Suède 3 541 dessins et modèles; celles provenant de l'Autriche 3 122 dessins et modèles; celles provenant du Danemark, 2 901 dessins ou modèles; celles provenant de la République tchèque, 1 994 dessins ou modèles; celles provenant de l'Australie, 1 950 dessins et modèles; celles provenant de la Belgique, 1 921 dessins et modèles; celles provenant de la Turquie, 1 816 dessins et modèles et celles provenant du Canada, 1 749 dessins et modèles.

Dessins et modèles contenus dans les demandes déposées à l'étranger pour les 20 principales origines en 2017



¹³ Veuillez vous reporter aux pages 164 à 167 des Indicateurs mondiaux relatifs à la propriété intellectuelle en 2018. À la date d'établissement du présent document, les données relatives aux demandes déposées directement auprès des offices nationaux ou régionaux de propriété intellectuelle n'étaient disponibles que jusqu'en 2017.

LANGUES OFFICIELLES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU)

14. Le groupe de travail pourrait tenir compte du fait que le français, l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol et le russe sont les six langues officielles de l'ONU. Les documents de réunion des principaux organes, comités et groupes de travail de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), ainsi que les publications essentielles et les nouvelles publications doivent être disponibles dans les six langues officielles de l'ONU, conformément à la politique linguistique adoptée par l'Assemblée générale de l'OMPI en septembre 2010¹⁴. Néanmoins, cette politique ne s'applique pas actuellement aux services fournis en vertu des traités administrés par l'OMPI, tels que les services d'enregistrement international fournis en vertu des systèmes de Madrid et de La Haye.

III. AUTRES CONSIDÉRATIONS CONCERNANT L'INTRODUCTION DE NOUVELLES LANGUES

15. L'introduction de nouvelles langues dans le système de La Haye aurait des incidences importantes sur la traduction et le domaine informatique, avec des systèmes qui devraient être développés pour permettre l'utilisation des nouvelles langues. Le présent document examine les incidences de l'éventuelle introduction de nouvelles langues sur le système de La Haye, d'un point de vue général, avant d'envisager différentes options.

SITUATION ACTUELLE DE LA TRADUCTION

16. Chaque jour, les opérations liées à la traduction portent sur des éléments textuels des demandes internationales. Il s'agit de l'indication des produits qui constituent le dessin ou modèle industriel ou en relation avec lesquels le dessin ou modèle doit être utilisé (règle 7.3)iv) du règlement d'exécution commun), de la description des éléments caractéristiques du dessin ou modèle industriel (règles 7.4)b) et 5)a) et 11)2)), et d'une description succincte de la reproduction (ci-après dénommée "légende") (règles 7.4)b) et 5)a) et instruction 405.c) des instructions administratives pour l'application de l'Arrangement de La Haye).

17. Entre janvier et novembre 2018¹⁵, le Bureau international a traduit 362 641 mots¹⁶, qui figuraient dans 4942 demandes internationales. Sur ce nombre de mots, 92,2% étaient en anglais, 6,9% en français et 1% en espagnol.

18. Actuellement, la traduction de ces textes est effectuée par des traducteurs internes, travaillant principalement pour le système de Madrid. Cela signifie que, en termes de traduction, le fonctionnement du système de La Haye repose entièrement sur les ressources de traduction du système de Madrid¹⁷. Tant que cette situation perdure, le développement potentiel du régime linguistique de La Haye devra se limiter aux ressources de traduction disponibles dans le cadre du système de Madrid.

¹⁴ Voir le paragraphe 250 du document A/48/26 et les paragraphes 173 à 184 du document A/49/18.

¹⁵ Aucune donnée n'est disponible pour décembre 2018, en raison du remplacement du système informatique en novembre 2018.

¹⁶ Dont 34% ont été traduits à l'aide d'outils de traduction automatique. La quantité restante a été traduite par des ressources humaines.

¹⁷ En outre, les bases de données technologiques et terminologiques sont désormais centralisées dans la Section des technologies de la traduction et de la terminologie du PCT.

APPROCHE POSSIBLE : AJOUTER UNE LANGUE À LA FOIS

19. Compte tenu de ce qui précède, à sa dernière session, à savoir la dix-septième session tenue en juillet 2019, le Groupe de travail sur le développement juridique du système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (ci-après dénommé "Groupe de travail du système de Madrid") a examiné la possibilité d'ajouter dans le système de Madrid une nouvelle langue à la fois, selon un ordre convenu (voir les paragraphes 19 à 24 du document MM/LD/WG/17/7 Rev.)¹⁸. Aucun consensus ne s'est cependant dégagé sur cette question au cours de la dix-septième session. Le Bureau international a été prié d'établir une étude détaillée des incidences financières et de la faisabilité technique de l'introduction progressive des nouvelles langues proposées dans le système de Madrid¹⁹.

20. D'une manière générale, selon les options envisagées, le Bureau international devrait, en cas d'ajout d'une nouvelle langue, recruter ou former du personnel maîtrisant la nouvelle langue afin de remplir toutes ses fonctions, par exemple la saisie de données, l'examen, la traduction, la gestion des dossiers, le service à la clientèle, l'assurance-qualité, l'information et la promotion, qui serait doté de compétences dans les domaines informatique et juridique afin de répondre aux besoins et aux attentes des utilisateurs.

21. L'introduction d'une nouvelle langue dans le système de La Haye, en particulier d'une langue en caractères autres que latins, nécessiterait d'apporter des modifications aux systèmes informatiques internes et externes du Bureau international. Ces modifications seraient nécessaires pour traiter, afficher, publier et communiquer des informations dans la nouvelle langue. Tous les changements qui seraient apportés aux systèmes informatiques doivent être définis dans des spécifications techniques détaillées, développés et testés avant leur déploiement.

22. Il faudra également consentir un investissement pour verser, dans les bases de données essentielles à la bonne administration du système de La Haye, des informations dans la nouvelle langue. Par exemple, toutes les communications standard et la base de données de la classification de Locarno devront être disponibles dans la nouvelle langue.

23. Les changements informatiques et organisationnels décrits ci-dessus déboucheront probablement sur une période d'ajustement pour les opérations menées dans le cadre du système de La Haye. Pour référence, le système de La Haye ne fonctionnait initialement qu'avec le français. L'anglais a été introduit en 1984²⁰ et l'espagnol en 2010. Dans le cas du système de Madrid, après un régime linguistique unique (en français) pendant une longue période, l'anglais a été introduit en 1996 et l'espagnol en 2004. Le système du PCT a vu le jour en 1970, avec cinq langues de publication, à savoir le français, l'allemand, l'anglais, le japonais et le russe. Par la suite, l'espagnol (en 1985), le chinois (en 1994), l'arabe (en 2006), le coréen et le portugais (en 2009) ont été ajoutés.

¹⁸ Le Bureau international a reçu des propositions relatives à l'ajout de trois langues supplémentaires dans le système de Madrid, à savoir l'arabe, le chinois et le russe.

¹⁹ Voir le paragraphe 23 du document MM/LD/WG/17/11.

²⁰ Au moment de l'entrée en vigueur de l'Acte de 1960.

MODIFICATIONS ÉVENTUELLES DES PRATIQUES SUIVIES EN MATIÈRE DE TRADUCTION

24. En vue d'une éventuelle extension du régime linguistique du système de Madrid, le Groupe de travail du système de Madrid a également examiné, à sa dix-septième session, différentes pratiques de traduction et leurs incidences, en particulier la possibilité d'introduire la "traduction indirecte". Pour des explications détaillées, notamment sur les implications d'une telle pratique, voir les paragraphes 25 à 44 du document MM/LD/WG/17/7 Rev.
25. Dans le cadre de la "traduction directe" actuellement en place, un texte est traduit d'une langue (ci-après dénommée "langue source") dans deux autres langues (ci-après dénommées "langues cibles"). Une autre possibilité consiste à effectuer la traduction depuis la langue source dans l'une des langues cibles, puis à partir de cette langue cible dans les autres langues cibles.
26. Par exemple, si le russe devait être introduit dans le système de La Haye, un texte en russe serait traduit en anglais en tant que "langue relais", puis de l'anglais vers le français et l'espagnol. De même, les textes en français et en espagnol seraient traduits en anglais, puis de l'anglais vers le russe.
27. La langue relais devrait être la langue dans laquelle la plupart des demandes internationales sont reçues, ce qui réduirait le besoin global de traductions indirectes, et pour laquelle des ressources de traduction de qualité sont déjà disponibles à un coût raisonnable. Dans le système de La Haye, comme dans le système de Madrid, la plupart des communications reçues des déposants, des titulaires et des offices sont en anglais. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 6, 86% des demandes internationales ont été déposées en anglais ces dernières années. Puisque les deux systèmes fonctionnent dans les trois langues et partagent les mêmes ressources en matière de traduction, les incidences de la traduction directe et de la traduction indirecte décrites aux paragraphes 35 à 42 du document MM/LD/WG/17/7 Rev. s'appliqueraient de la même manière au système de La Haye.
28. Une différence significative est toutefois la nature du texte à traduire. Bien qu'une indication de produit et une description succincte de la reproduction soient, pour la plupart, des textes courts et simples, similaires aux indications sur les produits et services pour les marques, la description des éléments caractéristiques d'un dessin ou modèle industriel est un texte complexe qui peut devenir très long. Par conséquent, l'introduction de nouvelles langues pourrait avoir d'autres incidences sur la qualité, ainsi que sur le temps de traitement, en ce qui concerne la traduction de ces éléments particuliers.
29. L'écart entre les incidences financières des deux pratiques varierait en fonction de la nouvelle langue qui serait ajoutée au système de La Haye et de l'option retenue pour cet ajout. On trouvera de plus amples informations sur les implications financières des deux pratiques, pour chaque option, dans l'annexe du présent document. Toutefois, la nuance expliquée au paragraphe précédent, en rapport avec la nature du texte, n'est pas prise en considération dans les estimations de coûts.

IV. OPTIONS DE MISE EN ŒUVRE POUR L'AJOUT DE NOUVELLES LANGUES

30. Les différentes options de mise en œuvre pour l'ajout de nouvelles langues dans le système de La Haye sont décrites ci-dessous; elles sont présentées par ordre de complexité. La première option, celle de la langue de dépôt, est la moins complexe. Chacune des options

décrites ci-dessous est plus complexe que la précédente, offre des fonctionnalités supplémentaires, et aurait des implications opérationnelles et financières plus importantes. Le nom donné à chaque option doit être considéré comme provisoire et rester plutôt descriptif.

31. Des options analogues figurent dans le document MM/LD/WG/17/7 Rev. présenté à la dix-septième session du Groupe de travail sur le développement juridique du système de Madrid (se référer aux paragraphes 45 à 71 dudit document). À cet égard, il convient de noter que, dans le cadre du système de La Haye, les déposants ont toujours la possibilité de déposer des demandes internationales dans n'importe quelle langue disponible à travers ces options, alors que dans le cadre du système de Madrid, le choix du déposant concernant les langues de dépôt est naturellement réduit à celui des langues prescrites par l'office d'origine (généralement une seule langue).

A) LANGUE DE DÉPÔT

32. Dans le cadre de cette option, les déposants pourraient déposer des demandes internationales dans la nouvelle langue.

33. Le Bureau international examinerait la demande internationale dans cette langue. Il communiquerait également avec le déposant dans cette langue, à moins que le déposant n'ait indiqué qu'il souhaitait recevoir les communications du Bureau international en anglais, en espagnol ou en français.

34. Une fois l'examen terminé, le Bureau international traduirait le contenu pertinent de la demande internationale en anglais, en espagnol et en français et enregistrerait et publierait l'enregistrement international dans ces trois langues.

35. Toutefois, toutes les autres communications concernant l'enregistrement international avec le titulaire et les offices continueraient de se faire en anglais, en espagnol ou en français uniquement.

Remarques/incidences

36. Les déposants pourraient effectuer toutes les étapes de la demande internationale dans la nouvelle langue.

37. Le Bureau international devrait concevoir et assurer la maintenance du formulaire de demande internationale (DM/1) et de l'interface de dépôt électronique dans eHague dans la nouvelle langue.

38. La demande internationale devrait être traduite dans trois langues, au lieu des deux actuelles. Il n'y aurait pas d'augmentation du temps de traitement avant examen puisque l'examen quant à la forme serait effectué dans cette nouvelle langue.

39. Le Bureau international devrait recruter, former et conserver des examinateurs, des traducteurs et des traducteurs expérimentés maîtrisant la nouvelle langue.

40. Cette option prévoit une augmentation des frais de traduction qui dépendrait du nombre de demandes internationales déposées dans la nouvelle langue.

B) LANGUE DE PUBLICATION

41. Dans le prolongement de l'option précédente où la demande internationale était déposée et examinée dans la nouvelle langue, le Bureau international procéderait également à l'enregistrement international dans cette langue. En conséquence, et à la suite de sa traduction en anglais, en espagnol et en français, l'enregistrement international serait inscrit et publié dans ces quatre langues.

42. En outre, pour les enregistrements internationaux publiés dans cette nouvelle langue uniquement, les offices des parties contractantes désignées pourraient envoyer des communications (à savoir les notifications de refus et les déclarations d'octroi de la protection) dans cette langue, ainsi qu'en anglais, en espagnol ou en français.

43. Les titulaires d'enregistrements internationaux publiés dans la nouvelle langue pourraient envoyer des communications au Bureau international dans cette langue (c'est-à-dire présenter une demande d'inscription d'une modification) et recevoir les communications du Bureau international dans cette langue.

44. L'enregistrement, la publication et la communication concernant des enregistrements internationaux résultant d'une demande déposée en anglais, en espagnol ou en français continueraient de se faire uniquement dans ces langues.

Remarques/incidences

45. Cette option introduirait une nouvelle langue dépassant le niveau actuel des 10 langues de publication dans le cadre du système du PCT, puisque l'enregistrement international serait non seulement "enregistré" et "publié" dans la nouvelle langue, mais que "l'office d'une partie contractante désignée serait autorisé à envoyer des communications" dans cette langue.

46. Cette option serait utile tant aux utilisateurs qu'aux offices, qui pourraient communiquer dans la langue de leur choix mutuel tout en évitant l'utilisation de cette langue dans d'autres contextes non pertinents. Par exemple, si la demande internationale était déposée dans l'une ou l'autre des trois langues actuelles, le titulaire ne recevrait pas de communications de quelque office que ce soit dans une quelconque autre langue.

47. Comme dans l'option précédente, le Bureau international devrait concevoir et assurer la maintenance du formulaire de demande internationale et de l'interface électronique dans la nouvelle langue. En outre, ces activités de conception et de maintenance techniques devraient être étendues à d'autres formulaires officiels, à la publication (c'est-à-dire au Bulletin des dessins et modèles internationaux) et à la base de données pertinente (c'est-à-dire à la Base de données mondiale sur les dessins et modèles), ainsi qu'aux communications entre les offices et le Bureau international.

C) LANGUE DE PUBLICATION ET DE COMMUNICATION DE L'OFFICE

48. Il s'agit d'une version élargie de l'option précédente. Dans le cadre de cette option, l'office d'une partie contractante pourrait choisir d'envoyer des communications (à savoir les notifications de refus et les déclarations d'octroi de la protection) dans une nouvelle langue, quelle que soit la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée.

49. Le Bureau international inscrirait l'enregistrement international dans la langue dans laquelle la demande a été déposée et procéderait aux traductions nécessaires pour sa publication en anglais, en espagnol et en français, ainsi que dans une autre langue si l'office d'une partie contractante désignée en a choisi une.

Remarques/incidences

50. Cette option ne serait pas plus commode que l'option précédente pour les déposants, si ce n'est qu'une traduction additionnelle de certains textes (par exemple, une indication de produit et, le cas échéant, une description ou des légendes) serait mise à disposition et publiée par le Bureau international dans la nouvelle langue, en fonction des parties contractantes désignées dans la demande internationale, ce qui pourrait faciliter l'application des droits dans un ressort juridique donné.

51. Par ailleurs, contrairement à ce que prévoit l'option précédente, le titulaire pourrait recevoir des communications de l'office d'une partie contractante désignée dans une nouvelle langue, quelle que soit la langue de dépôt. Par conséquent, un titulaire ne maîtrisant pas cette langue pourrait avoir des difficultés à comprendre et à traiter les décisions²¹.

52. La charge de travail supplémentaire en matière de traduction et de fonctionnement, en particulier pour le traitement des communications des offices dans de nouvelles langues, obligerait le Bureau international à recruter, former et conserver davantage de personnel maîtrisant la nouvelle langue que dans les options précédentes.

D) LANGUE DE TRAVAIL

53. Dans le cadre de cette option, le régime actuellement prévu à la règle 6 du règlement d'exécution commun s'appliquerait également à la nouvelle langue. En d'autres termes, contrairement à ce qui est prévu dans les options précédentes, le Bureau international serait tenu de traduire tous les enregistrements internationaux (dans tous les cas) dans une nouvelle langue en plus de l'anglais, de l'espagnol et du français.

Remarques/incidences

54. Les enregistrements internationaux et tous les enregistrements seraient disponibles dans toutes les langues de travail. En conséquence, un plus grand nombre d'offices et de tiers seraient en mesure de comprendre l'enregistrement international et les décisions dans la nouvelle langue s'ils maîtrisent mieux cette langue.

55. Cette traduction systématique dans toutes les langues de travail engendrerait toutefois un certain nombre de traductions inutiles qui ne seraient pas utilisées et coûteraient cher à l'Union de La Haye. En 2018, le nombre moyen de parties contractantes désignées dans les demandes internationales s'élevait à 3 6. Actuellement, la plupart des offices des parties contractantes désignées procèdent à l'examen en anglais (en 2018, plus de 99% des décisions reçues étaient rédigées en anglais).

²¹ Il est rappelé que le Bureau international ne traduit pas une décision reçue d'un office (par exemple, les motifs de refus et les indications ou descriptions de produits modifiées ou autres informations supplémentaires).

REMARQUES SUPPLÉMENTAIRES SUR LES INCIDENCES FINANCIÈRES

56. Une estimation des coûts pour chacune des options de mise en œuvre ci-dessus est présentée dans l'annexe du présent document. Les coûts sont estimés sur la base de l'inclusion éventuelle du russe ou du chinois, selon la méthode et le format qui suivent, avec quelques ajustements, et sont analogues aux estimations figurant dans l'annexe du document MM/LD/WG/17/7 Rev.

57. Les estimations n'incluent que les "coûts de traduction opérationnels" et non les ressources et dépenses nécessaires au développement, à l'adaptation et à la maintenance des systèmes informatiques (y compris de la base de données et de la plateforme de publication pertinentes) du Bureau international. Le Bureau international devrait également assurer la conception et la maintenance de tous les formulaires officiels DM/1 à DM/9, outils électroniques (eHague; eRenewal), supports d'information (guide de l'utilisateur et autres contenus sur le site Web) dans la langue supplémentaire en fonction des options de mise en œuvre.

58. Enfin, toutes les options nécessiteraient des ressources humaines supplémentaires au sein du Service des opérations de La Haye. L'ajout d'une nouvelle langue aurait des répercussions sur toutes les autres unités du Service d'enregistrement de La Haye, du personnel maîtrisant les nouvelles langues serait nécessaire.

RÉVISION ÉVENTUELLE DU RÉGIME LINGUISTIQUE ACTUEL

59. Le développement du système de La Haye par l'ajout de nouvelles langues pourrait se révéler bénéfique compte tenu de son expansion géographique et souhaitable parce qu'il rapprocherait le système de tous ses utilisateurs.

60. Toutefois, l'ajout de nouvelles langues au régime linguistique actuellement prévu à l'article 6 du règlement d'exécution commun engendrerait inévitablement une lourde charge financière et administrative pour l'Union de La Haye, qui présente déjà un déficit récurrent et pourrait donc menacer encore davantage la viabilité à long terme du système de La Haye.

61. L'objectif d'un système de La Haye offrant une diversité linguistique au service des besoins de sa base mondiale d'utilisateurs ne pourrait être atteint que si les avantages et les implications sont soigneusement équilibrés entre toutes les parties prenantes. Compte tenu de cet objectif, le groupe de travail voudra peut-être réfléchir à une éventuelle révision en profondeur du régime linguistique actuel du système de La Haye²².

62. *Le groupe de travail est invité*

i) à examiner les critères d'introduction de nouvelles langues dans le système de La Haye exposés dans le présent document et à formuler des observations;

²² Voir également le document MM/LD/WG/17/7 Rev., paragraphe 74.

ii) à indiquer quelle option a sa préférence pour l'ajout d'une nouvelle langue, parmi celles qui sont présentées aux paragraphes 32 à 58;

iii) à indiquer s'il souhaite entreprendre une révision approfondie du régime linguistique actuel du système de La Haye et, dans l'affirmative, donner des orientations sur la manière de procéder à cette révision.

[L'annexe suit]

OPTIONS DE MISE EN ŒUVRE POUR L'AJOUT DE NOUVELLES LANGUES DANS LE SYSTÈME DE LA HAYE : ESTIMATIONS DES COÛTS DE TRADUCTION¹

A) LANGUES DE DÉPÔT²; ET B) LANGUE DE PUBLICATION³

Russe seulement⁴

	Traduction directe ⁶		Traduction indirecte par l'anglais ⁷	
	Révision de la traduction externalisée (en francs suisses)	Contrôle de la qualité de la traduction (en jours de travail)	Révision de la traduction externalisée (en francs suisses)	Contrôle de la qualité de la traduction (en jours de travail)
2019	9 164	0 63	2 540	0 21
2020	9 973	0 68	2 764	0 23
2021	10 841	0 74	3 004	0 25
2022	11 772	0 81	3 262	0 27
2023	12 768	0 87	3 538	0 29
2024	13 830	0 95	3 832	0 32
2025	14 960	1 02	4 146	0 34
2026	16 159	1 10	4 478	0 37
2027	17 426	1 19	4 829	0 40
2028	18 759	1 28	5 198	0 43
2029	20 156	1 38	5 585	0 46

Chinois seulement⁵

	Traduction directe		Traduction indirecte par l'anglais	
	Révision de la traduction externalisée (en francs suisses)	Contrôle de la qualité de la traduction (en jours de travail)	Révision de la traduction externalisée (en francs suisses)	Contrôle de la qualité de la traduction (en jours de travail)
2019	3 346	0 29	800	0 10
2020	3 902	0 34	932	0 11
2021	4 546	0 39	1 086	0 13
2022	5 291	0 46	1 264	0 15
2023	6 150	0 53	1 470	0 18
2024	7 140	0 62	1 706	0 21
2025	8 278	0 72	1 978	0 24
2026	9 583	0 83	2 290	0 28
2027	11 075	0 96	2 647	0 32
2028	12 778	1 10	3 054	0 37
2029	14 715	1 27	3 516	0 42

¹ L'estimation des coûts est effectuée sur la base des éléments suivants et tient compte des taux de croissance prévus du nombre de demandes internationales :

- 20% de traduction automatique en 2019, avec une augmentation de 2,5% par an;
- prix au mot pour la traduction : 0,157 CHF du chinois vers l'anglais, 0,25 CHF du chinois vers le français et 0,25 CHF du chinois vers l'espagnol;
- prix au mot pour la traduction : 0,23 CHF du russe vers l'anglais, 0,3 CHF du russe vers le français et 0,3 CHF du russe vers l'espagnol; et
- Le contrôle de la qualité consiste à réviser un échantillon aléatoire d'environ 7% du travail révisé. Il devrait être effectué par un traducteur expérimenté ayant pour première langue la langue cible. Un traducteur expérimenté révisé 3700 mots à traduire par jour.

² Dans cette option ainsi que toutes les options suivantes, du personnel maîtrisant la nouvelle langue est nécessaire pour traiter les demandes déposées dans cette langue.

³ Le coût de l'externalisation des travaux de traduction et de révision et les ressources nécessaires au contrôle de la qualité de ces travaux sont les mêmes que dans les options suivantes.

⁴ Les déposants des parties contractantes suivantes sont susceptibles de présenter des demandes internationales en russe : Arménie, Azerbaïdjan, Fédération de Russie, Géorgie, Kirghizistan, République de Moldova, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine. Le taux de croissance est calculé à partir de la tendance des demandes internationales déposées par les déposants de ces parties contractantes entre 2015 et 2018; l'augmentation annuelle moyenne serait de 12%.

⁵ Seuls les déposants chinois sont susceptibles de présenter des demandes internationales en chinois. Le taux de croissance du nombre de demandes internationales est une prévision de la Division de l'économie et des statistiques.

⁶ Trois traducteurs expérimentés seraient nécessaires pour la traduction directe de la nouvelle langue (chinois ou russe) vers l'anglais, l'espagnol et le français.

⁷ Un traducteur expérimenté serait nécessaire pour la traduction indirecte de la nouvelle langue (chinois ou russe) en passant par l'anglais.

C) LANGUE DE PUBLICATION ET DE COMMUNICATION DE L'OFFICE⁸

Russe seulement

	Traduction directe ⁹		Traduction indirecte par l'anglais ¹⁰	
	Révision de la traduction externalisée (en francs suisses)	Contrôle de la qualité de la traduction (en jours de travail)	Révision de la traduction externalisée (en francs suisses)	Contrôle de la qualité de la traduction (en jours de travail)
2019	13 700	1,70	6 892	0,57
2020	15 408	1,97	7 979	0,66
2021	16 560	2,10	8 492	0,70
2022	17 789	2,23	9 036	0,74
2023	19 071	2,37	9 587	0,79
2024	20 378	2,50	10 116	0,83
2025	21 765	2,63	10 676	0,88
2026	23 052	2,74	11 093	0,91
2027	24 372	2,84	11 495	0,95
2028	25 726	2,93	11 884	0,98
2029	27 338	3,08	12 477	1,03

Chinois seulement

	Traduction directe		Traduction indirecte par l'anglais	
	Révision de la traduction externalisée (en francs suisses)	Contrôle de la qualité de la traduction (en jours de travail)	Révision de la traduction externalisée (en francs suisses)	Contrôle de la qualité de la traduction (en jours de travail)
2019	9 680	2,41	6 655	0,80
2020	10 427	2,52	6 964	0,84
2021	11 251	2,63	7 284	0,88
2022	12 169	2,76	7 622	0,92
2023	13 164	2,88	7 953	0,96
2024	14 219	2,98	8 250	0,99
2025	15 424	3,10	8 584	1,03
2026	16 788	3,24	8 951	1,08
2027	18 307	3,37	9 332	1,12
2028	20 001	3,52	9 731	1,17
2029	21 909	3,68	10 167	1,23

⁸ Dans le cadre de cette option, le Bureau international procéderait à la traduction dans la nouvelle langue si la demande internationale désigne une partie contractante ayant choisi cette langue de communication. En conséquence, l'estimation des coûts tient compte du nombre de dépôts de demandes internationales prévus en anglais, en espagnol ou en français désignant la Chine ou les parties contractantes russophones. Pour ces dernières, le taux de désignation de parties contractantes russophones de 2018 est utilisé, soit 11,5%. Pour la Chine, le taux de désignation des parties contractantes actuelles de la même région (Japon, République de Corée et Singapour) en 2018 est utilisé, soit 20,3%.

⁹ Dans le cadre de cette option, et non dans celui des deux options précédentes, une traduction directe nécessiterait pas moins de quatre traducteurs expérimentés pour contrôler la qualité du travail externalisé de la nouvelle langue (chinois ou russe) vers l'anglais, l'espagnol et le français, et de ces langues vers la nouvelle langue (chinois ou russe). Cela vaut également pour l'option "Langue de travail".

¹⁰ Dans le cadre de cette option, et non dans celui des deux options précédentes, une traduction directe nécessiterait pas moins de deux traducteurs expérimentés pour contrôler la qualité du travail externalisé de la nouvelle langue (chinois ou russe) vers l'anglais, l'espagnol et le français et de ces langues vers la nouvelle langue (chinois ou russe). Cela vaut également pour l'option "Langue de travail".

D) LANGUE DE TRAVAIL ¹¹

Russe seulement

	Traduction directe		Traduction indirecte par l'anglais	
	Révision de la traduction externalisée (en francs suisses)	Contrôle de la qualité de la traduction (en jours de travail)	Révision de la traduction externalisée (en francs suisses)	Contrôle de la qualité de la traduction (en jours de travail)
2019	47 926	10,19	41 301	3,40
2020	51 002	10,81	43 793	3,60
2021	54 239	11,45	46 402	3,82
2022	57 641	12,12	49 131	4,04
2023	61 210	12,83	51 980	4,28
2024	64 946	13,56	54 948	4,52
2025	68 849	14,32	58 034	4,77
2026	72 915	15,11	61 234	5,04
2027	77 140	15,93	64 543	5,31
2028	81 515	16,77	67 955	5,59
2029	86 028	17,63	71 457	5,88

Chinois seulement

	Traduction directe		Traduction indirecte par l'anglais	
	Révision de la traduction externalisée (en francs suisses)	Contrôle de la qualité de la traduction (en jours de travail)	Révision de la traduction externalisée (en francs suisses)	Contrôle de la qualité de la traduction (en jours de travail)
2019	30 739	10,19	28 192	3,40
2020	32 863	10,81	29 893	3,60
2021	35 135	11,45	31 675	3,82
2022	37 564	12,12	33 537	4,04
2023	40 163	12,83	35 482	4,28
2024	42 942	13,56	37 508	4,52
2025	45 914	14,32	39 615	4,77
2026	49 092	15,11	41 799	5,04
2027	52 487	15,93	44 058	5,31
2028	56 111	16,77	46 386	5,59
2029	59 976	17,63	48 777	5,88

[Fin de l'annexe et du document]

¹¹ La charge de travail supplémentaire, pour la traduction, résultant de l'ajout du chinois ou du russe comme langue de travail est pratiquement la même pour les deux langues. Par conséquent, les ressources nécessaires pour effectuer le contrôle de la qualité sont identiques. En revanche, le coût d'externalisation de la traduction diffère en raison des différences de tarifs de traduction de et vers ces langues.